

13.3 Dépense publique

En 2018, les **dépenses publiques** ralentissent (+ 1,9 %, après + 2,3 % en 2017). Le poids des dépenses publiques dans le PIB atteint 56,0 %, en diminution de 0,4 point par rapport à 2017.

Les dépenses des **administrations publiques centrales (APUC)** ralentissent fortement (+ 0,8 %, après + 2,6 %). Les consommations intermédiaires décèlent (+ 1,6 % en 2018, après + 4,5 %), sous l'effet du ralentissement des achats du ministère des Armées. Portées par des créations de postes dans l'enseignement et la police et par la mise en place de l'indemnité compensatrice de la hausse de contribution sociale généralisée (CSG), les dépenses de personnel restent dynamiques (+ 1,7 %, après + 2,5 %), malgré l'absence de revalorisation du point d'indice en 2018, après celle du 1^{er} février 2017. Les **prestations sociales** versées par les APUC sont quasi stables (+ 0,4 milliard, après + 2,2 milliards) : l'effet de la hausse des pensions de retraite, de l'allocation adulte handicapé (AAH) et de la prime d'activité est compensé par la baisse des aides personnalisées au logement (APL).

En 2018, les dépenses des **administrations publiques locales** progressent de 2,4 %, portées par un investissement soutenu. Les consommations intermédiaires continuent à croître (+ 1,5 %, après + 2,1 % en 2017). Les rémunérations ralentissent fortement (+ 0,7 %, après + 2,3 %), en raison de la non revalorisation du point d'indice de la

fonction publique, de l'instauration d'un jour de carence en 2018 et du report en 2019 de la réforme « Parcours professionnels, carrières et rémunérations ». Les prestations versées par les collectivités locales accélèrent (+ 1,6 %, après + 0,5 % en 2017), notamment sous l'effet en année pleine de la revalorisation du revenu de solidarité active (RSA) en septembre 2017 et de celle intervenue en avril 2018. L'investissement local est dynamique (+ 8,6 %, après + 5,9 %), en particulier dans les communes à l'approche des élections municipales et pour la Société du Grand Paris.

Les dépenses des **administrations de sécurité sociale** continuent à augmenter (+ 1,9 %, après + 2,0 %). Les prestations sociales sont très dynamiques en 2018 (+ 2,2 %) en raison des prestations vieillesse (+ 2,7 %, après + 1,7 %). Les prestations familiales sont stables, dans la lignée des années précédentes. La hausse des dépenses d'assurance maladie est contenue, variant peu par rapport à 2017 (+ 2,3 %, après + 2,2 %), avec un respect de l'**objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam)** voté pour 2018. En revanche, les dépenses hors prestations ralentissent (+ 1,1 %, après + 2,8 %). L'augmentation en 2017 était liée au transfert de l'État vers les administrations de sécurité sociale des dépenses de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail. De plus, la masse salariale des administrations de sécurité sociale décélère nettement (+ 0,6 %, après + 2,4 %). ■

Définitions

Administrations publiques (APU) : ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

Administrations publiques centrales : regroupent l'État et ses ministères ainsi que les organismes divers d'administration centrale (Odac), catégorie qui regroupe ses agences tels que Météo France, Pôle emploi, les universités, etc.

Administrations de sécurité sociale, administrations publiques locales, cotisations sociales imputées, dépenses publiques, objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam), prestations sociales (ou transferts sociaux), services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « Les comptes des administrations publiques en 2018 – Le déficit public poursuit sa baisse et s'établit à 2,5 % du PIB », *Insee Première* n° 1753, mai 2019.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Principales dépenses par administration publique en 2018

	Administrations publiques centrales				Adm. publiques locales		Adm. de sécurité sociale		Adm. publiques ¹	
	Total		dont État		en Md€	18/17 en %	en Md€	18/17 en %	en Md€	18/17 en %
	en Md€	18/17 en %	en Md€	18/17 en %						
Ensemble des dépenses¹	538,2	0,8	501,0	1,6	260,4	2,4	607,9	1,9	1 318,6	1,9
dont : consommations intermédiaires ²	35,3	1,6	24,1	1,3	52,6	1,5	28,6	1,0	116,5	1,4
rémunérations des salariés	145,0	1,7	126,5	1,8	82,1	0,7	67,1	0,6	294,2	1,2
intérêts ²	35,1	1,6	34,8	1,7	1,2	-3,4	4,0	-1,2	40,3	1,2
prestations sociales ³	107,4	0,3	101,4	2,7	26,6	1,6	466,3	2,2	600,4	1,8
formation brute de capital fixe	27,6	-0,6	10,9	1,6	46,3	8,6	6,0	-4,0	79,9	4,2

1. Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés si bien que la somme des dépenses (ou des recettes) des secteurs est supérieure à celle des APU dans leur ensemble. 2. Hors correction au titre des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) sur les intérêts versés.

3. En espèces et en nature.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

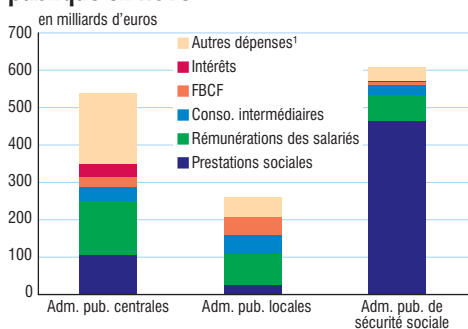
Différents postes de dépenses des administrations publiques

	2017 (r)		2018		en milliards d'euros	
	2017 (r)	2018	2017 (r)	2018	2017 (r)	2018
Dépenses de fonctionnement	416,6	421,8	Prestations et autres transferts	758,4	774,4	
Consommations intermédiaires	114,9	116,5	Prestations sociales ¹	449,3	458,4	
Rémunération des salariés	290,8	294,2	Transferts sociaux en nature ²	140,4	142,0	
dont cotisations sociales imputées	43,0	43,7	Subventions	57,1	62,8	
Impôts sur la production	10,7	10,9	Transferts courants	77,8	82,9	
Revenus de la propriété autres que les intérêts	0,1	0,2	Transferts en capital	33,8	28,3	
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	0,1	0,1	Acquisitions nettes d'actifs non financiers ³	79,1	82,1	
Intérêts	39,8	40,3	Total des dépenses	1 294,0	1 318,6	

1. Autres que transferts sociaux en nature. 2. Transferts de biens et services marchands. 3. Dont FBCF : 79,9 milliards d'euros en 2018.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

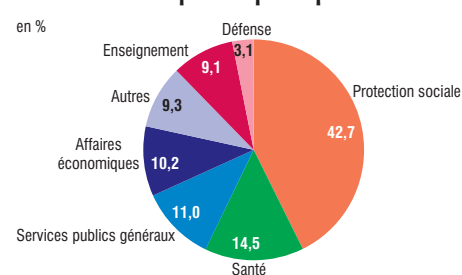
Principales dépenses par administration publique en 2018



1. Dont transferts courants, transferts en capital et subventions.

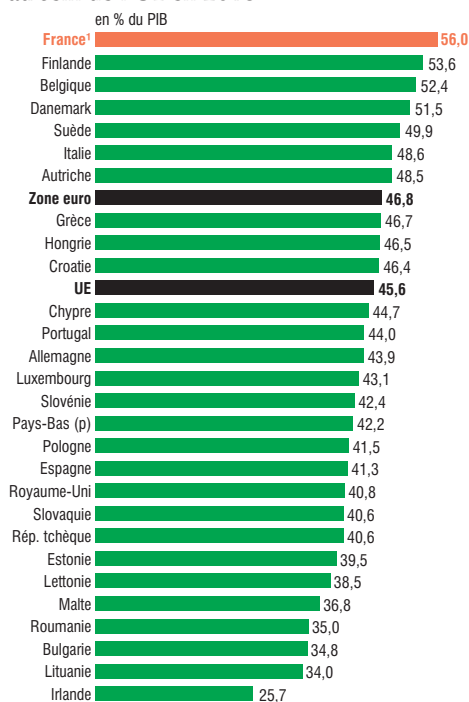
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Structure des dépenses publiques en 2018



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Dépenses des administrations publiques au sein de l'UE en 2018



1. Donnée France issue des comptes nationaux.

Source : Eurostat (extraction du 18 septembre 2019).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard